



Laurent Davezies

Les moteurs du développement de la métropole Nantes Saint Nazaire

Bonjour. Je vais continuer à vous présenter le diagnostic qu'on a préparé avec l'équipe sur la métropole Nantes Saint-Nazaire. Une spécificité de la métropole Nantes Saint-Nazaire, par rapport aux autres grandes villes millionnaires françaises, mais aussi par rapport aux autres villes françaises en général, est que c'est un modèle que l'on retrouve assez peu en France. C'est cette combinaison de trois systèmes de captation de revenus à l'extérieur, production, secteur public, et résidentiel qui comprend les touristes, les retraités ou le logement de gens qui habitent ailleurs.

On retrouve cela à Annecy. Annecy se trouve dans la même situation et cet argent qui rentre dans le territoire, sur des bases relativement diversifiées, pour une large part résidentielle, vient d'acteurs qui viennent là pour y consommer. Ils ne sont pas là pour produire. Très souvent, les territoires qui sont productifs sont des territoires où les gens sont pour travailler, mais dès qu'ils ont l'occasion, ils partent consommer ailleurs.

Je peux prendre un exemple francilien. Actuellement, c'est extrêmement inquiétant. On a une crise de la consommation en Ile-de-France qui fait qu'une très grande partie des parisiens partent, à toute occasion, pratiquement deux mois par an à plus de 100 kilomètres de Paris. Il y a donc une crise de la consommation avec des problèmes sociaux derrière, parce que cela ne génère pas suffisamment d'emplois dans des secteurs qui sont des secteurs largement ouverts aux populations les plus déqualifiées. C'est la notion de présence qui est importante. On dit qu'il y a donc tel ou tel territoire avec tant de population, ou pendant le recensement, on a recensé tant d'habitants, mais la question qui compte, c'est la présence de ces habitants sur le territoire. Ils seront recensés sur ce territoire mais est-ce qu'ils y habitent ?

Vous avez une très grande partie des habitants de la métropole Nantes Saint-Nazaire qui sont des gens qui vont travailler à l'extérieur et vous avez aussi une partie des habitants de la métropole Nantes Saint-Nazaire qui sont des gens qui viennent travailler de l'extérieur. La balance entre les deux est une balance qui est légèrement négative pour la métropole. La métropole est plus un pôle d'emploi, offrant des emplois à des gens qui habitent en dehors de la métropole.

Ceci dit, pour des catégories comme celle des cadres, c'est la situation inverse, c'est-à-dire que vous avez aujourd'hui plus de cadres qui habitent dans la métropole Nantes Saint-Nazaire que de cadres qui y travaillent. Il y a 10 % des cadres qui habitent en métropole et qui ne travaillent pas dans la métropole Nantes Saint-Nazaire.



La métropole sert effectivement de pôle d'emploi à une échelle départementale voire régionale globalement, mais sur la catégorie des cadres, c'est un peu l'inverse et pour les cadres, on a plus tendance à y vivre qu'à y travailler.

En termes de présence, on a mis sur ce transparent deux chiffres. Le pourcentage que vous avez ici, c'est la population réellement présente par rapport à la population recensée dans deux départements français. On a pris les Hauts-de-Seine qui sont un exemple extrême et qui illustre la situation de l'Ile-de-France. Le jour où il y a le moins de gens dans les Hauts-de-Seine, il y a 56 % de la population recensée qui s'y trouve. Le jour où il y a le plus de gens dans les Hauts-de-Seine, il y a 103 %. C'est un territoire qui, de façon générale, en moyenne à l'année, a plutôt moins de gens présents que ce que l'on croit à travers le recensement, donc cela veut dire moins de consommation et moins d'activités tournées vers les ménages.

La métropole Nantes Saint-Nazaire, en l'occurrence, c'est le département plus globalement, et on est dans un écart qui est relativement faible. Le jour où il y a le moins de monde dans la métropole, on est à 101 %, merci à la présence de touristes, et le jour où il y a le plus de gens, on est à 103 %. Cela veut dire qu'on a effectivement une capacité à attirer la population. Il y a un solde migratoire très positif. Mais on a aussi la capacité à attirer des gens qui ne sont pas seulement des gens qui viennent vivre ici, mais ce sont des gens qui viennent provisoirement et qui sont évidemment des consommateurs. Tout cela se retrouve évidemment dans les performances d'emplois et notamment des emplois tournés vers les ménages.

Ce qu'on voit en matière d'emploi, c'est que tous ces mécanismes, c'est-à-dire la forte dynamique démographique ou le fort développement des activités, aussi bien productives, publiques que tournées vers les ménages, font que la métropole est une de celles qui se portent le mieux en termes de création d'emplois. On est juste derrière Toulouse, Toulouse, étant par rapport aux autres métropoles millionnaires, en position très nettement décalée. Nous n'avons pas mis Paris ou l'Ile-de-France.

Pierre Veltz a dit que l'Ile-de-France marchait toute seule et qu'il n'y a pas besoin de gouvernance. Je pense que l'Ile-de-France traverse une période très difficile. La performance de l'Ile-de-France et de l'agglomération parisienne est négative en termes de création d'emploi. Je ne vais pas faire d'exposé sur la situation de l'Ile-de-France, mais la situation est quand même extrêmement difficile aujourd'hui. Sur l'emploi, il n'y a pas photo.

Si vous prenez les salariés privés, on est exactement dans le même type de situation. L'emploi dont je vous parlais avant est l'emploi total, emploi public, emploi privé, salariés ou non-salariés. Ici on se penche uniquement sur l'emploi privé. On retrouve le même type de situation où on a un décrochage très net des deux vedettes Toulouse et la métropole Nantes Saint-Nazaire, Lyon, Lille et Nice se trouvant très nettement derrière, et l'Ile-de-France encore plus.



Cela a déjà été dit tout à l'heure. Ce qu'on appelle métropole est quand même la combinaison des différents territoires qui, pris séparément, ne sont pas tous des territoires métropolitains, mais cet ensemble constitue un paquet d'un million d'habitants relativement intégrés. Le niveau d'intégration actuel et la marge d'amélioration de cette intégration sont essentiels. En même temps, il est vrai que c'est une métropole dont le profil, à différents égards, reste relativement modeste.

Si on prend le poids des cadres, vous voyez que l'on est à 13 % dans les actifs donc c'est un poids qui est très nettement derrière le poids de Toulouse et très nettement derrière le poids de l'agglomération parisienne. On a un profil assez modeste. En revanche, en termes de croissance, on est en deuxième position. On est à 24,... supérieurs aux 24,... de Lille. On est en deuxième position après Toulouse donc un fort effet de rattrapage, mais c'est vrai que l'on part d'une situation initiale qui est une situation relativement modeste.

Si on prend les revenus des ménages, c'est aussi une situation modeste. On est quand même dans un mouchoir de poche. La métropole se trouve, avec 8 100 euros par habitant, dans une position plutôt modeste par rapport à Nice, par rapport à Lyon et par rapport à la plupart des autres. On est au-dessus d'Aix et de Marseille. On est au-dessus de Lille. On est un peu en dessous de Toulouse. Ce n'est pas un profil extraordinaire, mais ce n'est pas non plus la misère. C'est un profil moyen en termes de revenus.

Une fois que l'on a vu les niveaux de revenus, parlons un peu de cohésion au sens d'équilibre territorial. Une chose qui est frappante dans le travail que nous avons fait, et dont on restitue simplement les grands traits, c'est la croissance de l'emploi productif qui permet de faire entrer des revenus sur le territoire en contrepartie des biens et services vendus à l'extérieur, et qui est confronté à la concurrence des autres territoires français et mondiaux. Cela se développe dans la plupart des secteurs géographiques du territoire. Même si, en termes de masse, Nantes et Saint-Nazaire représentent le plus gros paquet de ces emplois, en termes de taux, par rapport aux 14 territoires selon le découpage géographico-statistique, vous voyez que nous avons partout une croissance de l'emploi productif donc un développement équilibré.

L'emploi salarié privé, on indiquait que c'est la deuxième meilleure performance au niveau des grandes villes métropolitaines millionnaires. La chose qui est frappante aussi, on a parlé de cohésion tout à l'heure. Il y a un mécanisme qui est très frappant actuellement et dont on a parlé à plusieurs reprises ce matin. Si vous prenez chacune de nos 14 zones d'étude, toutes ont bénéficié de cette croissance et il n'y a pas une seule zone d'étude de la métropole dont le taux de croissance des emplois salariés privés soit inférieur à la moyenne de la province française. Donc tout le monde bénéficie de cette étonnante croissance de l'emploi.

Pour le revenu, on est sur un schéma du même genre où vous constatez que ce ne sont pas les pôles les plus riches du département qui ont les revenus qui augmentent le plus rapidement. On a un mécanisme, en général, il y a quelques petites exceptions, de convergence des revenus avec une croissance du revenu des zones les plus pauvres qui est plus rapide que la croissance du revenu des zones les plus riches sur la période 1990-2000.



On a parlé de profil modeste. Cela a déjà été évoqué tout à l'heure. C'est un profil modeste mais pas pour autant un profil de pauvreté particulièrement marquée. La métropole Nantes Saint-Nazaire est relativement protégée par rapport aux questions de pauvreté. S'agissant des populations vivant en dessous du seuil de pauvreté, on est à un taux qui est le taux le plus faible des grandes villes millionnaires françaises. On est relativement épargné. Si on prend dans le détail, la zone de Saint-Nazaire est quand même plus affectée que le reste du territoire.

Une autre chose frappante et qui fait vraiment une différence marquante entre ce qui se passe aujourd'hui dans la métropole et ce qui se passe aussi dans la métropole à Toulouse, mais qui ne se passe pas dans les autres grandes villes françaises, c'est qu'on a, dans la métropole Nantes Saint-Nazaire, une progression parallèle des emplois ouvriers et de cadres. Si on prend les statistiques sur les grandes villes françaises, en général, on a plutôt une réduction du nombre d'ouvriers et une augmentation du nombre de cadres.

En fait, on constate, dans la métropole Nantes Saint-Nazaire ainsi qu'à Toulouse, une croissance parallèle des emplois de cadres et d'ouvriers. Je rappelle que, ce que l'on appelle emplois ouvriers aujourd'hui ne signifie pas forcément ouvriers dans la manufacture. De plus en plus d'ouvriers sont des ouvriers de services. Un chauffeur est un ouvrier. Attention, quand on parle d'ouvriers, cela ne signifie pas toujours usine derrière. On a effectivement de l'emploi offert dans le haut du tableau, mais aussi dans le bas du tableau.

Si on prend l'intercommunalité, actuellement sur la zone, on constate qu'il y a 22 EPCI sur le territoire qui est là et il y a une chose qui est très frappante. Je pense notamment à des travaux que nous avons menés pour le ministère de l'intérieur qui étaient des évaluations de ce qu'ont été les mariages entre les territoires pour constituer les EPCI en France. Ce qu'on constate trop souvent, c'est que sur le territoire, ce sont les princes charmants qui se marient avec les princes charmants et les Cendrillons avec les Cendrillons. En fait, la constitution de l'intercommunalité a été largement faite par des regroupements assez homogènes.

On a regardé comment cela se passait dans le cadre de votre territoire. On constate que les inégalités de potentiel fiscal, mesurées par habitant entre les 14 zones géographico-statistiques, sont supérieures aux inégalités de potentiel fiscal par habitant entre les 22. En prenant un territoire, plus vous le découpez, plus il y a d'inégalités. C'est mécanique. Justement, le découpage en 22 EPCI produit une représentation des inégalités inférieure à ce que nous donne le découpage sur les 14 zones géographiques. On a aussi l'impression que la façon d'organiser l'action publique, notamment à travers l'intercommunalité, tend plutôt à converger vers un mécanisme d'une politique et d'une volonté générale de cohésion, plutôt qu'une contribution à une perte de cohésion dans le territoire. C'est donc aussi un aspect positif par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure sur la gouvernance.

Voilà en très bref ce que l'on peut sortir de ces données statistiques. C'est un rapport de 25 pages qui est disponible.



Pour terminer, vous pouvez peut-être nous dire quel est l'enjeu pour nous et sur quoi nous devons être attentifs ?

Laurent DAVEZIES

La leçon générale, ce qui est très frappant, c'est que la diversité des moteurs du développement économique a l'énorme avantage de permettre en même temps la croissance de ce qu'il y a de meilleur, mais en même temps de permettre une croissance solidaire pour ce qui est le plus pénalisé en général aujourd'hui dans un pays comme la France. Je pense notamment aux gens les moins qualifiés et aux exclus.

Nous avons parlé de la pauvreté. La pauvreté est inférieure sur notre territoire par rapport à ailleurs, dans les grandes villes françaises. Mais c'est aussi un des territoires où cette pauvreté a le plus reculé dans la période de croissance de 1995 à 2000. Ce sont des avantages absolument colossaux. Pierre Veltz en a parlé. La cohésion est un bien public indispensable pour le développement économique productif.

La question est de savoir ce que l'on doit devenir ici, si on doit aller vers la métropole ou est-ce qu'on doit se tenir à l'écart de la métropole. Ce n'est pas encore totalement une métropole. On a additionné différentes zones. Je vous rassure. Quand on fait des analyses sur le marché de l'emploi, on voit qu'il y a de très nombreux échanges en termes de domicile - travail entre les deux pôles et pour tout. L'ensemble des habitants de la métropole vont travailler indifféremment à Nantes ou à Saint-Nazaire. Il y a effectivement des effets d'intégration, mais l'intégration est loin d'être achevée ou parfaite.

On a parlé de troisième ou quatrième rang européen pour Nantes. On a souvent tendance à hiérarchiser les villes en France et finalement, on a l'impression que ce qui caractérise une ville du quatrième rang, c'est qu'elle n'a pas des choses qu'une ville du troisième rang a, et une ville du troisième rang est caractérisée par des choses qu'elle n'a pas et qu'une ville du deuxième rang a. En fait, c'est un système où tout le monde est malheureux, sauf le premier.

Je pense que, si on regarde de près ce que l'on a essayé de faire depuis un an, on peut le prendre différemment. On est peut-être au quatrième rang, mais il y a des choses que le quatrième a que n'a pas le troisième rang. Il se trouve qu'aujourd'hui la question résidentielle et la question démographique, mais aussi la question de la pause, ne se posent pas dans des termes où l'on devrait choisir.

Aujourd'hui, on est à la veille d'un moment où la population active française va se mettre à se réduire. C'est le choc de 2006. Ce sera peut-être 2007 ou 2008. Aujourd'hui, on est à la veille d'un retournement spectaculaire où la denrée principale pour les territoires qui va attirer les entreprises, cela va être la présence d'une population active employable.



La question de la pause, beaucoup de territoires en France vont faire la pause. Ils seront obligés. On va appeler cela une pause, mais cela sera une panne. Aujourd'hui, la question à se poser est la question de la capacité du territoire à continuer comme c'est le cas aujourd'hui. 10 % de vos cadres qui habitent dans la métropole Nantes Saint-Nazaire n'y travaillent pas. On a un potentiel pour attirer les populations actives employables et c'est la préservation de ce potentiel ainsi que l'utilisation de ce potentiel, comme levier pour les emplois productifs, qui constitue l'enjeu principal pour les années qui viennent dans notre secteur. L'économie résidentielle est un levier ou une variable d'ajustement massif avec des effets de cohésion sociale extrêmement forts, mais foncièrement, c'est un patrimoine qui va être déterminant dans les années qui viennent.

La question n'est pas de savoir si on veut ou on ne veut pas faire la pause. La question est de savoir comment vous allez faire pour éviter la panne que vont connaître la plupart des grandes agglomérations françaises, à commencer par l'Ile-de-France et cela a déjà commencé. La situation de l'Ile-de-France est une situation extrêmement inquiétante aujourd'hui. Merci.